n'a envisagé la question à d'autres égards, sous le point de vue des intérêts moraux et politiques ; il fallait, à ses yeux, tout sacrifier à la prospérité de l'industrie». (22)

Mais alors comment interpréter cet opuscule de 16 pages qui parut chez Théophile Schroell et qui, sous le titre de «*Le Grand-Duché de Luxembourg après la dissolution de la Diète Germanique*», était destiné à combattre la brochure de Heerberg qui proposait au Luxembourg l'alliance militaire avec la Prusse !

Non seulement l'auteur — que nous supposons être Schroell — défendait l'opinion «que le Luxembourg doit former avec la Hollande et la Belgique un groupe de pays neutres entre l'Allemagne et la France», mais il écrivit même : «Demandons notre neutralité absolue ... La Prusse ne repoussera pas notre alliance commerciale ... et si la question du Zollverein venait à être agitée devant nous, comme une condition sine qua non, si 'lon venait nous dire : la forteresse ou la sortie du Zollverein, et bien, nous abandonnerons le Zollverein pour sauver notre avenir ; nous ne resterons pas sans alliés commerciaux ; la Hollande, la Belgique nous ouvriront nos frontières, peut-être même la France ; et dans des temps meilleurs, alors que les douanes seront près d'expirer, les enfants du Luxembourg béniront nos quelques industries d'avoir su faire le sacrifice momentané d'une partie de nos débouchés pour sauver l'indépendance nationale.»

C'est cette opinon qui fut également défendue dans le «Courrier» du 17. 4. 1867 et qui fit reconnaître par un auteur par ailleurs fort objectif que le journal libéral «plaida courageusement — contre la bourgeoisie — la thèse de la neutralisation.»

Prenant le contre-pied des pétitions lancées respectivement par «La Presse» et les hommes entourant l'ancien gouverneur de la Fontaine, le «Courrier» encourageait le troisième groupe de pétitionnaires qui, combattant l'annexion du pays par la France, se prononçaient pour le statu quo. Aussi, dans son numéro du 18 avril, le journal est-il fier de pouvoir assurer «que le Prince Henri, informé du pétitionnement qui se fait pour conserver l'indépendance du Luxembourg, et de la résistance que le pays oppose à toutes les manoeuvres annexionnistes, en a témoigné sa vive satisfaction à un de nos compatriotes.» (Aug. Fischer) (22bis)

Ecoutons maintenant une autre voix : «Il est même curieux de constater qu'un parti dont il n'existe plus guère de vestige aujourd'hui, le parti 'vieux-libéral' qui, aux environs de 1867, était supçonné, à tort ou à raison, de velléités germanisatrices, avait comme organe et par conséquent comme prétendu instrument de prussification un journal rédigé en français, 'Le Courrier de Luxembourg', alors que le journal qui l'accusait de gallophobie était rédigé en allemand. *) Si dans la lutte contre ce qu'ils appelaient la toute-puissance du clergé, les libéraux de ce temps-là ont invoqué l'Allemagne protestante et

*) En effet, le «Luxemburger Wort» avait tourné casaque et affichait maintenant une «francophilie pleine de sous-entendus.» (24)